

Etats-Unis-Chine/Diplomatie

La guerre commerciale est repartie

AFP
Pékin/Chine

Pékin vient de pro-mettre des représailles à Washington après l'annonce sur l'extension de droits de douane à toutes ses importations par le président Trump.

LA Chine a rapidement répliqué à Donald Trump, qui a relancé la guerre commerciale contre Pékin avec une annonce sur l'extension de droits de douane à toutes les importations, en menaçant hier de prendre des mesures de représailles contre Washington qui a mis fin à une trêve entre les deux géants.

Le gouvernement chinois a averti qu'il n'aurait d'autre choix que de prendre des mesures de représailles si Donald Trump met sa menace à exécution. Pékin n'a pas précisé la nature de ces éventuelles mesures de rétorsion.

Dans un communiqué, le ministère chinois du Commerce a accusé les Etats-Unis d'avoir gravement enfreint le "consensus" auquel M. Trump et son homologue chinois Xi Jinping étaient parvenus en juin en vue d'une relance des négociations.

Dans une série de tweets, le président américain, qui brigue un deuxième mandat, a précisé jeudi que son administration allait infliger, à compter du 1er septembre, "de petits droits de douane supplémentaires de 10% sur les 300 milliards de dollars" d'importations chinoises jusque-là épargnées.

L'annonce de Donald Trump a fait l'effet d'une



Le «consensus» auquel étaient parvenus en juin les présidents américain Donald Trump et chinois Xi Jinping semble brisé aujourd'hui. Par la faute de Washington, accuse Pékin.

bombe sur les marchés : les places européennes dévissaient hier matin, tandis que le pétrole a terminé en recul de près de 8% jeudi à New York.

La réaction des marchés asiatiques a été identique : la Bourse de Tokyo a perdu hier plus de 2% et celle de Shanghai 1,41%.

"Je ne suis pas inquiet" de la baisse des marchés, a assuré jeudi soir Donald Trump à des journalistes. "Je m'y attendais."

UNE SURPRISE. Il a en outre estimé que le président chinois Xi Jinping voulait bien un accord mais a jugé qu'il "n'allait pas assez vite".

M. Trump a aussi prévenu qu'il pourrait augmenter encore les tarifs douaniers sur les produits chinois si Pékin n'acceptait pas les exigences américaines. Il a évoqué la possibilité d'aller "bien au-delà de 25%".

Si ces futures taxes étaient effectivement mises en œuvre, c'est la totalité des importations venant du géant asiatique qui serait alors surtaxée.

Pour autant, Donald Trump, qui n'a cessé de souffler le chaud et le froid dans ce conflit, affirme que les discussions vont se poursuivre comme prévu "début septembre".

Mais le président du conseil économique sino-américain (USCBC) Craig Allen redoute que cette décision ne conduise les Chinois à abandonner les négociations.

L'hôte de la Maison Blanche justifie sa décision par le fait que Pékin n'a pas tenu à ses yeux deux engagements très importants : achats massifs de produits agricoles américains et arrêt des ventes de fentanyl, un opiacé très puissant qui fait des

ravages aux Etats-Unis et dont la Chine est l'un des principaux producteurs. Pourtant, Pékin a affirmé jeudi avoir acheté ces dernières semaines davantage de produits agricoles américains. Et les négociations entre Américains et Chinois avaient semblé reprendre dans un climat relativement apaisé cette semaine à Shanghai.

Mercredi, les deux parties avaient même fait état de discussions "productives" pour tenter de mettre fin à une guerre commerciale déclenchée il y a un peu plus d'un an.

"JOUÉ AVEC LE FEU". "On ne l'a pas vu venir", a réagi Gregori Volokhine, analyste chez Meeschaert Financial Services.

Washington impose déjà des droits de douane supplémentaires de 25% sur plus de 250 milliards de dollars de biens chinois.

Pékin a rétorqué en imposant en retour des tarifs douaniers supplémentaires sur quelque 110 milliards de dollars de produits américains.

Jusqu'alors, l'administration américaine avait épargné les biens de consommation courante si bien que l'économie américaine, tirée par la consommation des ménages, est restée relativement à l'abri de la guerre commerciale. Mais la perspective de droits de douane affectant tous les biens a provoqué la stupeur sur les marchés. L'action du groupe Best Buy, une chaîne de magasins vendant de l'électronique grand public, a chuté de 9% immédiatement après l'annonce.

Le président "joue avec le feu", avertit Gregori Volokhine.

Donald Trump s'est lancé dans une guerre tarifaire contre la Chine pour obtenir des autorités chinoises qu'elles mettent fin aux subventions aux entreprises d'Etat, aux transferts de technologies imposés aux entreprises étrangères ou encore aux "vols" de la propriété intellectuelle américaine.

Et il a prévenu : il veut "un bon accord" commercial ou pas d'accord du tout. Jeudi, il est même allé jusqu'à affirmer qu'il pouvait se passer de faire du commerce avec la Chine.

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, présent à Bangkok, a accusé Pékin de "protectionnisme" et de "stratégie prédatrice".

"La Chine a tiré parti des échanges commerciaux (...) Il est temps que cela cesse", a-t-il martelé.

L'Afrique en bref

• Algérie/Manifestation. La désobéissance civile nouveau slogan



Massivement mobilisés pour un 24e vendredi consécutif à Alger, les Algériens ont prôné pour la première fois la "désobéissance civile", après le refus par l'armée des "mesures d'apaisement" et le maintien d'un fort déploiement policier.

• Libye/Conflit. Au moins 9 morts au sud de Tripoli

Au moins 9 combattants des forces loyales au gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont été tués jeudi lors d'affrontements au sud de Tripoli avec les forces du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen, selon un porte-parole des forces du GNA.

• Soudan/Violences. Arrestations au sein des RSF

Les généraux au pouvoir au Soudan ont annoncé l'arrestation de neuf membres des puissantes et redoutées Forces de soutien rapide (RSF) pour la mort de jeunes manifestants tués par balles, parallèlement à la poursuite de négociations avec la contestation sur un accord de transition.

A travers le monde

• Italie/Politique. Lente agonie de Forza Italia, le parti de Berlusconi

Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, poursuit sa lente agonie et perd, en la personne de Giovanni Toti, 50 ans, un membre important de sa direction, mécontent de la gestion de l'ex-chef du gouvernement italien, rapportait hier la presse.

• Royaume-Uni/Politique. Johnson essuie son premier revers électoral

Le nouveau Premier ministre britannique Boris Johnson a essuyé son premier revers dans les urnes lors d'une élection partielle qui a réduit sa majorité parlementaire à seulement une voix, compliquant encore un peu plus sa stratégie pour le Brexit.

• Yémen/Conflit. 19 soldats tués dans le sud

Dix-neuf soldats de l'armée yéménite ont été tués hier dans une attaque du réseau jihadiste Al-Qaïda sur un camp militaire dans la province méridionale d'Abyane, ont indiqué des sources de sécurité, au lendemain d'attaques contre la police ayant fait 49 morts à Aden.

Bénin/Politique

L'opposant Lionel Zinsou interdit d'élections pour 5 ans

AFP
Cotonou/Bénin

L'OPPOSANT béninois Lionel Zinsou, arrivé second à la dernière élection présidentielle, a été condamné hier à Cotonou à cinq ans d'inéligibilité et six mois d'emprisonnement avec sursis pour usage de faux documents, a appris l'AFP de source judiciaire. Lionel Zinsou, ancien Premier ministre qui vit en France, a été condamné "à cinq ans d'inéligibilité pour toutes les élections à venir en République du Bénin, à six mois d'emprisonnement assorti de sursis", a déclaré une source du tribunal de Cotonou qui l'a jugé. Il est accusé d'avoir masqué ses dépassements de compte de la campagne électorale de 2016 en

utilisant de "fausses attestations ou un certificat falsifié", note cette source.

Le procès contre Lionel Zinsou, grand rival de l'actuel président Patrice Talon, a démarré il y a environ deux mois, mais il n'a pas assisté aux audiences. De nombreux observateurs locaux et internationaux dénoncent régulièrement un tournant autoritaire du président Patrice Talon, élu en avril 2016, dans un pays réputé pour être un exemple démocratique en Afrique de l'Ouest.

La grande majorité des opposants à M. Talon vivent désormais en exil, déjà condamnés en leur absence ou craignant des mesures judiciaires à leur rencontre s'ils reviennent au Bénin.

Condamné à 20 ans de prison pour trafic de



L'opposant et ancien Premier ministre Lionel Zinsou, qui vote ici en mars 2016, ne pourra participer à aucun scrutin au cours des cinq prochaines années.

drogue, Sébastien Aja-

nat béninois et riche homme d'affaires qui vit

également en France, a été condamné à 20 ans de prison dans une sombre affaire de trafic de cocaïne et un mandat international a été lancé contre lui.

Fin juin, l'ancien président Boni Yayi, qui avait violemment condamné les dernières élections législatives tenues en avril dernier et auxquelles l'opposition n'a pas pu présenter de listes, a été forcé à l'exil dans une destination inconnue après deux mois de siège des forces de l'ordre autour de son domicile.

Des manifestations ont éclaté début mai et mi-juin dans des bastions de l'opposition et ont été réprimées dans le sang, faisant une dizaine de morts par balles.